Islamistes et gauche forment le futur trio dirigeant de la Tunisie

Le parti islamiste Ennahda et les deux partis de gauche, CPR et Ettakatol, vainqueurs de la première élection libre en Tunisie, sont tombés d'accord sur le trio qui dirigera le pays pour une période intérimaire, dix mois après la chute de l'ex-président Ben Ali.

Les trois partis ont conclu vendredi «un accord de principe» attribuant la présidence de la République à Moncef Marzouki (CPR), celle de l'Assemblée constituante à Mustapha Ben Jaafar (Ettakatol) et la direction du gouvernement à Hamadi Jebali (Ennahda), ont annoncé des sources politiques.

Hamadi Jebali, islamiste du premier cercle d'Ennahda, a passé plus de 15 ans dans les geôles de Ben Ali. Sa candidature au poste de Premier ministre avait été annoncée par Ennahda peu de temps après le scrutin du 23 octobre.

Mustapha Ben Jaafar, 71 ans, est un ancien opposant au régime de Ben Ali à la fois modéré et intransigeant. Il est fondateur d'Ettakatol (Forum), parti de gauche, membre de l'Internationale socialiste et proche du PS français.

Moncef Marzouki, 66 ans, est également un ancien opposant de Ben Ali. Médecin de formation, âgé de 66 ans, il a vécu pendant 10 ans en exil en France avant de revenir en Tunisie après la Révolution. Son parti se qualifie de gauche nationaliste.

Les trois partis doivent annoncer officiellement ces nominations «d'ici lundi», les discussions se poursuivant ce week-end sur la répartition des portefeuilles du gouvernement, selon des sources politiques.

Cet accord tripartite «reste sous réserve de validation par la Constituante souveraine» qui tiendra sa première séance inaugurale mardi prochain, a indiqué à l'AFP Abdelwaheb Matar, avocat représentant du CPR aux discussions politiques. Celles-ci s'étaient engagées entre les trois partis dès le lendemain du scrutin du 23 octobre. L'accord a été confirmé par un dirigeant d'Ettakatol, qui a cependant précisé que les prérogatives des futurs dirigeants restaient à définir, tout comme la répartition des portefeuilles du prochain gouvernement intérimaire. Les tractations entre les partis ne pourront formellement aboutir qu'après la première convocation de la nouvelle Assemblée, qui devra d'abord valider la nomination d'un nouveau président de la République. Ce dernier désignera le Premier ministre, lequel devra ensuite soumettre son équipe à l'Assemblée pour approbation.

Les négociations ont achoppé pendant plusieurs jours sur l'attribution du poste de la présidence de la République, revendiqué à la fois par MM. Marzouki et Ben Jaafar.

La presse tunisienne a évoqué «la bataille de Carthage entre Marzouki et Ben Jaafar», tandis que des éditoriaux ou des réactions d'internautes s'indignaient ces derniers jours de «la course aux fauteuils» du pouvoir alors que le pays est en pleine crise et que l'Assemblée ne s'est pas encore réunie.

«Maintenant, il y a eu accord, mais l'essentiel reste à définir, en l'occurrence les prérogatives des uns et des autres», a estimé le politologue Salaheddine Jourchi.

Ennahda a remporté 89 sièges, le CPR 29 et Ettakatol 20 sur les 217 que compte l'Assemblée constituante.

Sa principale mission est de rédiger une nouvelle Constitution pour le pays et de désigner formellement un exécutif jusqu'aux élections générales, en principe dans un an.

Washington juge l'Iran «complètement isolé»

Déjà sanctionné pour son programme nucléaire et son soutien présumé au terrorisme, l'Iran est «complètement isolé», selon Washington, après la résolution de l'ONU exigeant sa coopération dans l'enquête sur un projet d'assassinat visant un diplomate saoudien. L'isolement de l'Iran est «sans précédent», a estimé hier le conseiller américain pour la sécurité nationale, Tom Donilon, en marge d'un sommet asiatique en Indonésie. «Ils sont complètement isolés», a-t-il insisté. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté par une majorité de 106 pays pour, 9 contre et 40 abstentions, une résolution exigeant la coopération de l'Iran dans l'enquête sur le complot iranien présumé visant à assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington, Adel Jubair.

«Le vote a eu lieu à une majorité de 106 contre 9 et il est à noter, et je crois que c'est crucial, qu'aucun pays arabe ou musulman n'a voté avec les Iraniens», a souligné M. Donilon. L'Iran a vivement démenti tout rôle dans cette affaire et lié les accusations le visant au bras de fer engagé avec la communauté internationale sur son programme nucléaire, dont les Occidentaux craignent qu'il ne serve à développer la bombe atomique. La résolution de l'ONU appelle la République islamique à «coopérer avec les Etats qui s'efforcent de traduire en justice tous ceux qui ont participé à la planification, au soutien et à l'organisation et ont tenté d'exécuter le complot» contre l'ambassadeur saoudien.

Le texte demande aussi aux Etats membres de l'ONU de «refuser l'asile à ceux qui planifient, financent et soutiennent ou commettent de tels actes terroristes». Immédiatement après, la Maison-Blanche avait salué le vote, estimant qu'il «envoyait un message fort au gouvernement iranien», affirmant que «des actes aussi révoltants ne font qu'accroître son isolement», a indiqué dans un communiqué Jay Carney, porte-parole du président Barack Obama. L'ambassadeur iranien à l'ONU, Mohammad Khazaee, avait appelé à voter contre le projet de résolution, estimant qu'il était basé «sur une revendication infondée par un Etat qui a une longue histoire d'animosité contre mon pays», faisant référence aux Etats-Unis. Le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) «n'a pas prouvé le caractère militaire du programme nucléaire iranien alors peut-être (les Etats-Unis) voulaient-ils trouver une autre façon d'accuser l'Iran», a-t-il ironisé devant la presse.

Le vote des Nations unies a coïncidé avec une résolution de l'AIEA, adoptée le même jour à Vienne, demandant à l'Iran de lui ouvrir ses installations nucléaires, sans néanmoins lui fixer d'échéance.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est joint aux demandes de la communauté internationale vendredi pour que l'Iran lève les doutes sur son programme nucléaire.

«Le secrétaire général demeure profondément inquiet à propos des questions non résolues concernant le programme nucléaire iranien, y compris celles qui doivent être clarifiées pour exclure toute possible dimension militaire», a-t-il dit, cité par son porte-parole Martin Nesirky.

De multiples sanctions des Nations unies, des Etats-Unis et de l'Union européenne frappent l'Iran et ses dirigeants depuis le milieu des années 1990 pour son soutien présumé au terrorisme et son programme nucléaire.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté des embargos sur la fourniture d'armes et de technologie pouvant contribuer à ses programmes nucléaire et balistique.

Il a également frappé de nombreuses personnalités et des entités d'une interdiction de voyager, et gelé leurs avoirs financiers.

Les sanctions les plus dures ont été prises par les Etats-Unis et l'Union européenne, en particulier depuis 2010. Elles consistent notamment à entraver les activités commerciales et financières de l'Iran et à perturber son approvisionnement en essence.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
OFFICE NATIONAL DES PUBLICATIONS SCOLAIRES

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة التربية الوطنية
الديوان الوطني للمطبوعات المدرسية

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Éducation nationale
Office national des Publications Scolaires
B.P n° 121 Oued Romane - El Achour
N° d'identification fiscal numérique : 000.116.001.604.966
N° d'article d'imposition : 16.520.511.101
Code d'activité : 610003-111307

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL RESTREINT N° 03/DL/2011

L'Office National des Publications Scolaires lance un avis d'appel d'offres national et international restreint destiné aux fabricants et aux représentants exclusifs pour la fourniture de deux équipements près presse (CTP) pour imprimerie avec installation et mise en service.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'**ONPS** à la Direction Générale contre paiement de la somme de 10 000,00 DA en espèces non remboursable pour les nationaux et d'un montant d'une égale valeur en toute autre monnaie convertible, payable par chèque bancaire ou par virement au compte courant bancaire devise, domicilié à la **BNA, agence Zirout-Youcef n° 620 0310 010 085-62 Alger** pour les soumissionnaires étrangers.

Les offres **établies conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges** seront déposées au bureau d'ordre de la Direction générale de l'ONPS sous double enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DES PUBLICATIONS SCOLAIRES
BUREAU D'ORDRE GÉNÉRAL
B.P N° 121 OUED ROMANE - EL ACHOUR

L'enveloppe extérieure sans aucune indication du soumissionnaire comportera uniquement la mention suivante :

«SOUMISSION À NE PAS OUVRIR»
APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL RESTREINT
N°03/DL/2011
La fourniture de deux équipements près presse (Deux 02 C-T-P) pour imprimerie avec installation et mise en service.

Le dépôt des offres est fixé au 45e jour à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale (quotidiens et BOMOP).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant **une durée de cent trente-cinq (135) jours** à compter de la date de dépôt des offres.

Toute soumission qui ne respecte pas les conditions du cahier des charges ne sera pas prise en considération. Le dépôt des plis est fixé au 45e jour avant midi 12h00, l'ouverture des plis se fera le même jour à 13h00 (heure locale).

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis au siège de la Direction Générale de l'ONPS.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

F 1192/B1

L'Espagne en crise s'apprête à basculer à droite

La droite s'apprête à remporter une victoire écrasante lors des législatives d'aujourd'hui en Espagne, portée par la colère des électeurs face à une crise qui laisse dans son sillage près de cinq millions de chômeurs.

Le chef du Parti populaire, Mariano Rajoy, 56 ans, devrait malgré son manque de charisme diriger le prochain gouvernement, profitant du vote-sanction infligé aux socialistes, au pouvoir depuis 2004, dernières victimes en date d'une crise de la dette qui a déjà balayé les gouvernements grec et italien. La campagne, sans suspense, n'a laissé aucune chance au candidat socialiste Alfredo Perez Rubalcaba, 60 ans, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero. Les derniers sondages prédisent pour la droite une majorité absolue d'une ampleur historique au Parlement, dont les deux chambres (350 députés et 208 sénateurs) sont renouvelées aujourd'hui par 36 millions d'électeurs.

Mécontents d'un gouvernement qui leur a imposé de lourdes mesures de rigueur, les Espagnols ne devraient pourtant pas échapper à court terme à une nouvelle cure d'austérité, la droite ayant promis des coupes budgétaires afin de redresser les comptes publics.

Sous très forte pression des marchés, alors que l'Espagne a dû concéder cette semaine des taux record pour se financer, Mariano Rajoy va devoir agir vite pour rassurer. Au risque d'attiser la grogne sociale qui a pris corps ces derniers mois. «Si les marchés perçoivent que le nouveau gouvernement ne va pas agir avec la détermination nécessaire, ils augmenteront encore la prime de risque espagnole», indice de la méfiance des investisseurs, commentait Daniel Pingarron, de la maison de courtage IG Markets.

Les premières réformes, dont les grandes lignes devraient être annoncées dans les jours à venir, ne seraient toutefois mises en place qu'une fois installées les deux chambres du Parlement le 13 décembre, puis investi le chef du gouvernement, à partir du 20. «La veille du changement», annonçait hier le journal de droite *ABC*. «La campagne s'achève dans une Espagne aux abois», titrait *El Pais*, de centre-gauche. Arrivés au pouvoir en plein miracle économique, alors que la croissance espagnole était portée par le boom de l'immobilier, les socialistes n'auront pas résisté à la crise financière mondiale qui a éclaté à l'automne 2008.

Depuis mai 2010, les Espagnols sont soumis à une politique d'austérité — baisse de 5% du salaire des fonctionnaires, gel des retraites ou recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans — qui a fait plonger la confiance envers le gouvernement, finalement contraint à avancer de quatre mois les élections. A ce régime de rigueur se sont ajoutées cette année les coupes budgétaires décidées dans plusieurs régions autonomes gouvernées par la droite, dont Madrid et la Catalogne, où enseignants, médecins et infirmières restent très mobilisés. Le mouvement des Indignés, né au printemps d'un élan populaire inédit en Espagne, en réaction à la crise, s'est mis en sourdine mais perdure par exemple en luttant contre les expulsions de propriétaires surendettés. Quelques centaines d'Indignés se sont rassemblés vendredi soir à Barcelone et Madrid, à quelques heures de la traditionnelle «journée de réflexion» qui précède les élections.

Le mécontentement est bien là, à l'heure où la pauvreté gagne du terrain, où de nombreux Espagnols se préoccupent avant tout de savoir comment ils termineront le mois.

«Avec la politique à venir du Parti populaire, nous pouvons prévoir une augmentation des manifestations, qu'elles soient d'origine Indignées, syndicales ou corporatistes. Il y aura des mobilisations très fortes, qu'elles soient ou non sous l'étiquette Indignés, estime Antonio Alaminos, professeur de sociologie à l'Université d'Alicante. Dans ce climat morose, beaucoup d'électeurs semblaient plus désabusés que convaincus, d'autant que l'horizon reste très sombre avec un chômage de 21,52% (45,8% chez les jeunes) et la menace d'un retour à la récession.

«La situation est grave, inquiétante, pour tous les Espagnols, les gens normaux, les étudiants, les travailleurs, tout le monde le vit très mal», résume Federico Cres, un Madrilène de 43 ans employé chez Iberia.